



Comptes provisoires 2017 de l'agriculture en Bretagne

Une amélioration de la valeur de la production combinée à une baisse des charges

En 2017, la valeur de la production de la branche agricole se redresse en Bretagne, en particulier grâce à la hausse des prix des produits animaux.

Après deux années de crise, la conjoncture s'améliore en moyenne pour les laitiers. La valeur de la production porcine progresse, comme en 2016.

Celle des œufs profite de la crise du fipronil qui affecte certains pays européens. En revanche, la valeur des produits végétaux recule sous l'effet prix, malgré des récoltes plus favorables.

Dans le même temps, les charges des exploitations agricoles poursuivent leur repli, à un rythme plus faible qu'en 2016, grâce à la baisse du montant des engrais et des achats d'aliments pour animaux. La valeur ajoutée de la branche s'améliore alors.

En France, selon les résultats provisoires des comptes 2017, la valeur de la production de la branche agricole, hors subventions, se redresse (+ 3,2 %), sous l'effet combiné d'un accroissement modéré de la valeur de la production végétale (+ 1,9 %) et d'une hausse nettement plus marquée des productions animales (+ 5,7 %), tirée par les prix. Cette croissance concerne

essentiellement les régions à dominante grande culture de la moitié nord de la France en lien avec une augmentation très importante de la récolte de céréales après les résultats exceptionnellement bas de 2016. Dans les régions à dominante élevage telles la Bretagne, la Normandie et les Pays de la Loire, la valeur de la production, notamment animale, augmente sensiblement. A contrario, la valeur de la production globale des régions Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse diminue en raison des conditions climatiques défavorables (gels tardifs au printemps et sécheresse en été).

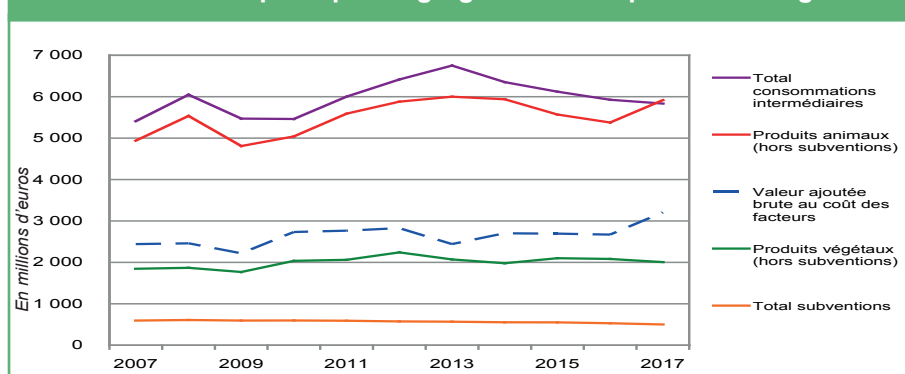
En Bretagne, la valeur de la production de la branche agricole, hors subventions, progresse à nouveau en 2017, après quatre ans de baisse, pour atteindre 8,65 milliards d'euros (+ 5,8 %). Comparée à la moyenne quinquennale, l'évolution est plus modérée : + 1,4 %. Région de forte production animale (voir graphique page 3), la bonne conjoncture 2017 de ce secteur bénéficie à la Bretagne, expliquant un accroissement

annuel de la valeur de la production globale supérieur à celui de la France.

Recul des prix des produits végétaux

La valeur des **produits végétaux** faiblit en Bretagne, alors qu'elle augmente légèrement en France. Le recul régional atteint ainsi - 3,6 %, suite au repli des prix des différents produits, et malgré une augmentation des volumes des grands postes, excepté en légumes frais. Comme pour la métropole, l'année 2017 se caractérise par un déficit pluviométrique quasi continu en Bretagne, sauf durant quatre mois, et des températures supérieures aux normales. Les rendements sont malgré tout bien meilleurs qu'en 2016, où la météo avait fortement endommagé les grandes cultures. La production de **céréales** augmente ainsi en volume de 8,5 % dans la région. Mais l'abondance des disponibilités de céréales de la récolte 2017 en France, et dans le monde, bien qu'en repli par rapport au record de 2016, pèse sur les cours. Les prix des céréales reculent alors de 4 % en Bretagne. De

Évolution des principaux agrégats des comptes en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne, comptes régionaux de l'agriculture 2007-2015 définitifs, 2016 semi-définitif, 2017 provisoire

Principaux éléments participant à la variation de la Valeur Ajoutée Brute au Coût des Facteurs (VABCF) en 2017 en Bretagne

En millions d'euros		
Variation de la VABCF entre 2016 et 2017 en Bretagne	+ 535	
Facteurs d'amélioration	+ 731	Part (%)
dont : production de lait	+ 245	33,5
production d'œufs	+ 210	28,8
production de porcs	+ 94	12,9
consommation d'engrais et amendements	+ 34	4,7
aliments composés achetés	+ 33	4,5
production de céréales	+ 24	3,3
Facteurs de dégradation	- 197	Part (%)
dont : production de légumes frais	- 78	39,7
subventions d'exploitation	- 29	14,8
consommation de produits pétroliers	- 29	14,6
production de volailles	- 13	6,6
production de pommes de terre	- 9	4,8

Source : Agreste, Draaf Bretagne, comptes régionaux de l'agriculture, 2016 semi-définitif, 2017 provisoire

même, la production de **pommes de terre** s'accroît en volume, mais chute en prix, faisant reculer leur valeur de 5 %. Concernant les **légumes**, la valeur globale faiblit de 14 %, sous l'effet volumes et surtout l'effet prix. Ceux-ci se réduisent pour la majorité des légumes. Les volumes diminuent également globalement, en raison du repli de la production en tomates, poste dont la valeur représente plus d'un tiers de la valeur de l'ensemble des légumes en 2017. Cependant, les volumes progressent en artichauts, carottes, choux-fleurs, haricots à écosser, haricots verts, petits pois et poireaux.

Hausse des prix des produits animaux

À l'inverse des productions végétales, la valeur des **productions animales** augmente de 10 %, après trois années de recul, mais sans retrouver le niveau de 2013. Les prix des produits animaux gagnent 10 % en un an, tandis que les volumes sont stables. Avec une part animale très importante dans la production globale (deux tiers en Bretagne, contre un peu plus d'un tiers en France), les retombées sont très fortes sur la valeur ajoutée du compte régional. La progression principale revient au **lait de vache**. Ce poste représente 31 % de la valeur des produits animaux en 2017, soit un peu plus que la production porcine (28 %). En 2017, la filière lait sort progressivement de la crise débutée en 2015. La collecte mondiale repart à la hausse dans un contexte de prix du lait porteur et d'une demande internationale dynamique. En Bretagne, la production

laitière annuelle gagne 15 % en prix, avec des volumes stables. Elle participe à l'amélioration de la Valeur Ajoutée Brute au Coût des Facteurs (VABCF)¹ de 2017 à hauteur d'un tiers (voir tableau ci-dessus), page 2). Avec une conjoncture laitière plus favorable, les volumes de vaches laitières abattues se replient et les prix des **gros bovins** se redressent. La valeur de la production de l'ensemble gros bovins se stabilise alors (+ 0,8 %). Celle des **veaux** gagne 2,7 % en un an, suite à une légère amélioration en volumes et en prix.

En 2017, la production nationale d'**œufs de consommation** augmente, mais insuffisamment pour satisfaire la forte demande européenne pour les œufs français, épargnés par la crise du fipronil qui affecte certains pays d'Europe du nord au cours de l'été. Les prix à la production flambent et doublent entre juillet et décembre. En Bretagne, la valeur de la production en **œufs** bondit d'un tiers, sous l'effet volumes et surtout l'effet prix. Cette évolution explique 29 % de l'amélioration de la VABCF régionale. En revanche, la valeur de la production en **volailles** recule légèrement (- 1,5 %). En 2017, le marché français de la volaille de chair est à nouveau en crise, pénalisé par le deuxième épisode d'influenza aviaire en deux ans et par la détérioration des échanges de poulets légers destinés à l'export. En Bretagne, la production globale (poulets, dindes...) faiblit un peu, tandis que la légère baisse du coût de l'aliment se répercute sur les prix.

1 - VABCF = valeur ajoutée brute (production y compris subventions sur les produits - consommations intermédiaires) + subventions d'exploitation - impôts sur la production.

La valeur de la **production porcine** progresse pour la deuxième année de suite : + 6 %. Au premier semestre 2017, les abattages se replient, et les cours, dans la continuité du second semestre 2016, s'orientent à la hausse, sous l'effet d'une forte demande chinoise et d'une consommation française favorisée par la météo. Au second semestre, les abattages progressent et les cours fléchissent, suite à la réduction significative des achats asiatiques, à l'atonie de la demande intérieure et à une concurrence intra-européenne plus forte. Sur l'année, la production porcine s'accroît de 6 % en prix, avec des volumes stables.

Nouvelle baisse des charges

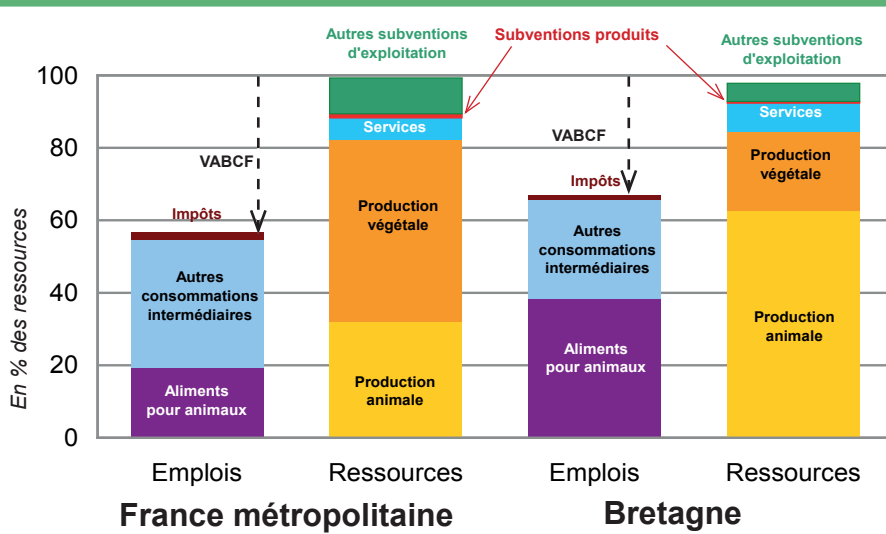
Comme au niveau national, la **facture relative aux consommations intermédiaires** régresse pour la quatrième année consécutive en Bretagne. La facture régionale atteint 5,8 milliards d'euros, et se réduit de 1,5 % en un an. Comparé à la moyenne quinquennale, le repli est plus marqué : - 7,6 %. Le recul global annuel s'explique par la réduction des prix des différents postes, exceptés ceux des produits pétroliers, des dépenses vétérinaires et de l'entretien des bâtiments, dont les valeurs progressent. Après plusieurs années de baisse, la facture énergétique repart à la hausse (+ 13 %). En revanche, la valeur des aliments achetés pour animaux continue de se réduire (- 1,3 %), mais plus faiblement que les trois années précédentes. Cette diminution provient d'une légère baisse des volumes achetés, alors que leurs

Part des différents postes dans la valeur de la production en 2017

En % Ordre décroissant des postes en Bretagne	Bretagne	France métro.
Lait de vache	21,1	12,3
Porcins	19,3	4,1
Volailles	9,9	4,3
Œufs	9,4	2,3
Services	8,3	6,7
Bovins	7,8	10,4
Légumes et pommes de terre	7,6	6,9
Fourrages, fleurs et plantes	7,4	8,6
Céréales	6,7	13,2
Autres prod. végétaux (hors vin)	1,6	12,6
Autres produits animaux	1,0	3,2
Vin	0,0	15,4
Total produits	100,0	100,0
En millions d'euros	8 645	71 119

Source : Agreste, Draaf Bretagne, les comptes régionaux de l'agriculture

Part des agrégats servant au calcul de VABCF en 2017



Source : Agreste, *Draaf Bretagne, les comptes régionaux de l'agriculture 2017 (provisoires)*

prix sont stables par rapport à 2016. À l'inverse, le recours aux aliments produits au sein de l'exploitation s'accroît. Les volumes d'aliments intraconsommés et fourrages dépassent ainsi de 11 % ceux de 2016, avec des prix en chute de 15 %. Le poste aliments achetés représente toutefois les trois quarts de la valeur des aliments pour animaux. L'impact positif de l'évolution de ce poste sur la VABCF dépasse l'impact négatif du poste énergétique, compte tenu de l'importance des achats d'aliments en Bretagne (43 % de la valeur des consommations intermédiaires en 2017, contre 18 % pour la métropole). Par ailleurs, la valeur

des engrais et amendements utilisés en 2017 chute de 18 %, à la fois sous l'effet prix et l'effet volumes, contribuant ainsi à l'amélioration de la VABCF. Dans l'Hexagone, la valeur des consommations intermédiaires diminue de 2,3 %, grâce à l'allègement de la valeur des engrais et de celle de l'alimentation animale, composée pour près de la moitié par les aliments intraconsommés.

Diminution des aides versées aux agriculteurs

En 2017, selon les premières estimations, le montant total des aides directes

versées aux agriculteurs baisserait de 5 % en Bretagne (500 M€), soit un peu plus qu'au niveau national (-1,7 %).

Le montant des **subventions liées aux produits**, représentant 9 % du total des subventions bretonnes, se stabiliserait à 43 M€, comprenant principalement les aides aux bovins laitiers et aux bovins allaitants. En France, ce montant est également stable.

Les **subventions d'exploitation** dues au titre de l'exercice 2017 se réduiraient de 6 % pour la région, pour atteindre 458 M€. Comme en Bretagne, la baisse en métropole (-1,8 %), s'explique par le repli des aides découplées et la fin des dispositifs mis en place lors de la crise de l'élevage de 2015 et 2016 et lors de la très mauvaise récolte céréalière de 2016.

Ces subventions d'exploitation sont composées principalement des paiements découplés du premier pilier (411 M€ en Bretagne), correspondant à quatre types d'aides, chacune en légère baisse dans la région : le paiement de base, encore dominant, amené à converger progressivement vers un montant moyen national, le paiement vert, conditionné au respect de pratiques favorables à l'environnement, le paiement redistributif (aide aux 52 premiers ha) et le paiement jeunes agriculteurs (moins de 1 % de ces aides découplées). Au niveau national, la part allouée à chacune des aides du premier pilier est stable en 2017. La part consacrée au paiement redistributif, favorable aux régions ayant de petites exploitations, reste

Méthodologie

Les comptes macro-économiques de l'agriculture sont une opération de comptabilité nationale, menée conjointement par l'Insee au niveau national et par le SSP (Service de la Statistique et de la Prospective agricole) du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, au niveau régional, avec l'aide des Services régionaux de l'information statistique et économique (Srise). Ces comptes suivent des règles définies au niveau international et sont obligatoirement transmis chaque année à Eurostat. Ils portent sur le champ de la branche agricole, qui comprend l'ensemble des exploitations agricoles, ainsi que les entreprises de travaux agricoles, les Coopératives d'utilisation du matériel en commun (Cuma), les coopératives viticoles et les centres d'insémination artificielle. Les comptes régionaux macro-économiques sont établis en trois versions : provisoire, semi-définitive et définitive. La diffusion est faite une fois par an, en juillet, à l'issue de la CCAN (Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation) : comptes provisoires N-1, semi-définitifs N-2 et définitifs N-3.

Parallèlement, aidé par les Srise et les centres comptables départementaux, le SSP réalise annuellement l'enquête du Réseau d'information comptable agricole (Rica), qui collecte, pour chaque région, des données comptables et technico-économiques détaillées auprès d'un échantillon d'exploitations agricoles. Cette enquête est réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des règles et des principes communs. Le champ est moins large que celui des comptes macro-économiques, puisqu'il porte uniquement sur les exploitations moyennes et grandes, c'est-à-dire celles dont la production brute standard dépasse 25 000 €. Les résultats régionaux du Rica sont diffusés plus tard que les comptes macro-économiques : à partir de mars de l'année N pour l'exercice N-2.

L'indicateur de revenu régional privilégié, retenu par le SSP depuis la CCAN de juillet 2016, est le Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) par actif non salarié (Utans), issu du Rica, calculé par orientation technico-économique de l'exploitation (Otex) et par région.

Les comptes de la branche agricole en Bretagne

Évolution des principaux postes entre 2016 et 2017

En millions d'€ pour les valeurs 2016 et 2017

Indices base 100 en 2016	2016	2017	Indice de valeur	Indice de volume	Indice de prix
Production évaluée hors subventions sur les produits					
Céréales	552	577	104,4	108,5	96,2
Plantes fourragères	626	597	95,3	119,7	79,6
Légumes frais	549	471	85,8	93,4	91,9
Pommes de terre	197	188	95,3	116,3	81,9
Autres produits végétaux	158	175	110,9	112,4	98,6
Produits végétaux	2 082	2 007	96,4	108,9	88,5
Gros bovins	447	451	100,8	95,6	105,5
Veaux	220	226	102,7	101,6	101,1
Porcins	1 570	1 664	106,0	100,0	106,0
Volailles	867	854	98,5	99,5	99,0
Œufs	604	814	134,8	105,0	128,4
Lait de vache	1 579	1 824	115,5	100,2	115,3
Autres produits animaux	90	85	94,3	93,6	108,7
Produits animaux	5 376	5 917	110,1	100,1	109,9
Production de services	713	720	101,0	100,3	100,7
Total production	8 172	8 645	105,8	102,4	103,3
Subventions sur les produits					
Céréales Oléagineux Protéagineux	1	1	107,4	///	///
Gros bovins	17	17	100,4	///	///
Ovins - Caprins	1	2	106,3	///	///
Lait de vache	23	23	100,6	///	///
Total subventions sur les produits	43	43	100,9	///	///
Consommations intermédiaires					
Aliments achetés en dehors de la branche	2 521	2 489	98,7	98,6	100,1
Aliments intraconsommés et fourrages	896	847	94,5	110,7	85,4
Engrais et amendements	187	153	81,8	92,8	88,2
Produits phytosanitaires	145	144	99,0	100,0	99,0
Produits pétroliers	215	244	113,4	99,7	113,7
Autres	1 961	1 959	99,9	///	///
Total Consommations intermédiaires	5 926	5 836	98,5	100,8	97,7
Valeur ajoutée brute	2 288	2 852	124,7	106,5	117,0
+ Subventions d'exploitation	488	458	94,0	///	///
- Impôts fonciers	79	79	100,1	///	///
- Autres impôts sur la production	25	25	101,6	///	///
= Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	2 672	3 207	120,0	///	///

Source : Agreste, Draaf Bretagne, les comptes régionaux de l'agriculture, 2016 semi-définitif, 2017 provisoire

Pour en savoir plus

Sur le site de la Draaf Bretagne :

► Agreste Bretagne – Le 4-Pages - N°2 – Avril 2018 – « Bilan agricole 2017 en Bretagne – Des prix mieux orientés en productions animales qu'en légumes et céréales »

► Rubrique Données économiques : <http://draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Comptes-de-l-agriculture-revenus>

Sur le site Agreste :

Agreste - Les Dossiers - N°44 - Août 2018 - « Les comptes nationaux provisoires de l'agriculture en 2017, Commission des comptes de l'agriculture de la Nation, 5 juillet 2018 »

fixée à 10 % de l'enveloppe. La part du paiement de base, 45 % en 2017, doit être ramenée à 34 % à l'horizon 2020, selon l'objectif initial de refonte des aides. Le mouvement de convergence interne des aides se poursuit. Ainsi, les aides à l'hectare des régions céréalières du nord de la France, historiquement plus élevées, reculent. À l'inverse, celles des régions méridionales augmentent. Les subventions d'exploitation comprennent également les aides du second pilier en faveur du développement rural et de l'environnement. En 2017, il s'agit, pour la région, de l'assurance récolte (les quatre départements) et de l'indemnité compensatrice de handicap naturel (Morbihan). Par ailleurs, les aides nationales mises en œuvre pour pallier la crise de l'élevage et la crise céréalière s'éteignent progressivement. Les aides à destination des éleveurs bretons chutent de 12 M€ (0,9 M€ en 2017). Enfin, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE), équivalent à un allègement de cotisations sociales, est reconduit en 2017 (25 M€).

Progression de la valeur ajoutée brute

La progression de la valeur de la production et la réduction des charges entraînent une augmentation de la **valeur ajoutée brute (VAB)²** de 25 % en Bretagne et de 12 % en France. Compte tenu de la baisse des subventions d'exploitation, l'évolution de la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** est un peu moins forte : + 20 % pour la région et + 9 % au niveau national. Rapportée au nombre d'actifs, en légère baisse, la VABCF gagne alors 22 % en Bretagne sur celle de 2016, et 10 % en France. Cette évolution est positive dans l'ensemble des régions, excepté Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Corse. ■

2 - VAB = production y compris subventions sur les produits - consommations intermédiaires.